

Burundi : HRW appelle à des mesures concrètes pour mettre fin au climat d'impunité

Human Rights Watch, 23 septembre 2020 Justice pour les violations des droits reste essentielle au Burundi Point 4 Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi Human Rights Watch remercie la Commission d'enquête pour cette mise à jour indispensable sur les graves atteintes aux droits humains que des agents étatiques burundais, plus particulièrement le Service national de renseignement et les autorités administratives, et des membres des Imbonerakure ont commises à l'encontre de la population depuis mai 2019.

Au cours des mois qui ont précédé les élections générales de mai 2020, Human Rights Watch a documenté des meurtres, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des passages à tabac et des extorsions à l'encontre de Burundais, notamment ceux perçus comme membres ou sympathisants de l'opposition. Les conclusions de la Commission brossent un tableau très sombre de la violence et de la brutalité employées par les autorités burundaises pour se maintenir au pouvoir. Ses observations concernant les violences sexuelles, y compris contre des hommes, en vue d'obtenir des renseignements, souvent pendant leur détention dans les locaux du Service national de renseignement, soulèvent de graves inquiétudes. Alors que de nombreux États appellent maintenant à engager le dialogue avec le nouveau gouvernement burundais, le rapport de la Commission montre que la population burundaise continue de payer le prix fort des tactiques brutales utilisées par le parti au pouvoir et sa ligue de jeunes. Bien que le cycle électoral soit terminé, ces abus ne semblent pas ralentir et l'insécurité constante pour les civils est mise en évidence par plusieurs incidents graves au cours des dernières semaines, y compris des informations faisant état de victimes civiles. Il est vital que le Conseil des droits de l'homme exhorte les gouvernements à assurer le maintien d'un mécanisme robuste, indépendant et international pour mener des enquêtes, identifier les auteurs et établir des rapports réguliers sur les violations des droits humains au Burundi. Human Rights Watch salue la contribution de la Commission visant à garantir la responsabilisation pour les crimes contre l'humanité commis au Burundi, et constate avec une certaine inquiétude que plusieurs personnes identifiées par la Commission comme des auteurs de violations des droits humains, occupent des fonctions haut placées au sein du gouvernement d'Évariste Ndayishimiye ou ont été promues dans les forces de sécurité et de défense depuis son élection. Le Conseil des droits de l'homme devrait demander instamment au gouvernement du Burundi de prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux violations généralisées et au climat d'impunité actuelle. Pour démontrer son engagement à tourner la page et s'écarter du régime répressif de Pierre Nkurunziza, le gouvernement burundais devrait restaurer l'espace propice à une société civile et des médias indépendants, et faciliter l'accès des organisations internationales indépendantes, y compris le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, qui a été contraint de quitter le pays l'an dernier.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});